

## DICTIONNAIRE

R comme relance + D comme Draghi = H comme Hollande ? Ou R – D = H ?

Mario Draghi, le président de la BCE, a proposé un « pacte de croissance » pour compléter le « pacte budgétaire » qui fixe désormais l'objectif de 0,5% de déficits publics par rapport au PIB au lieu des 3% du Traité de Maastricht. Un temps, un vent d'optimisme a soufflé. Enfin, la BCE comprenait que, devant la profondeur de la crise, de la récession il était nécessaire de rompre avec la politique d'austérité, de baisse des dépenses publiques. Les deux pactes devenaient contradictoires, apparemment du moins. La renégociation de ce fameux TSCG semblait à portée de main. Même Angela Merkel changeait aussi son discours.

La relance de l'économie, au niveau des pays de l'Union Européenne et particulièrement de la zone euro devenue l'épicentre de la crise actuelle, est urgente pour éviter les conséquences sociales, écologiques catastrophiques de la profonde récession qui menace. Le choc de la crise est désormais aggravé par la baisse des dépenses publiques qui a déstructuré les services publics et la protection sociale, comme par la baisse du coût du travail. Un effet de synergie qui se traduit par une baisse du marché final de plus en plus profonde. Les salaires se sont resserrés autour du SMIC, la précarisation continue de progresser ainsi que le nombre de travailleurs pauvres. Le chômage est à la hausse – et cette hausse se poursuivra - en fonction des restructurations des entreprises et les plans sociaux sont en cours dans tous les secteurs, de l'industrie à la grande distribution en passant par la banque et la finance. La crise financière continue, quant à elle, d'exercer ses effets. Les grandes banques sont menacées de faillite. La quatrième banque espagnole, « Bankia », a été nationalisée par le gouvernement de droite pour socialiser les pertes tandis que le Crédit Agricole essaie de se débarrasser de sa filiale grecque « Emporiki » et que les autres grandes banques de la zone euro ont perdu une grande partie de leur valeur boursière. La BCE, devant l'ampleur de cette faillite annoncée, a décidé de leur prêter, à 1%, plus de 1000 milliards d'euro pour leur éviter de disparaître. D'ores et déjà, la BCE ne respecte plus les termes des traités. Mais aucun gouvernement n'envisage, pour le moment, de les revoir pour transformer la fonction de la BCE et la faire accéder à cette responsabilité nécessaire de prêteur en dernier ressort. Hollande propose une banque publique et Merkel de donner plus d'importance à la banque européenne d'investissement...

Pourtant, Mario Draghi avait été mal compris. La relance passera, a-t-il déclaré le 3 mai, par des mesures comme « faciliter les activités des entrepreneurs » pour créer « de nouvelles entreprises (...) et des emplois » par l'accroissement de la flexibilité, de la mobilité et « la justice sur le marché du travail » (sic !) tout en réduisant les dépenses publiques. Autrement dit, il faut déstructurer totalement le droit du travail, supprimer toutes les garanties collectives et la protection sociale pour intensifier le travail en baisser le coût et permettre l'augmentation du profit et la compétitivité...avec le danger d'une récession se transformant en dépression. Le « pacte de croissance » ainsi compris dissimule un arsenal de mesures d'attaque contre tous les salariés, ayant un emploi ou non, public et privé confondus. Les mots perdent de leur sens lorsque relance veut dire austérité ! Une manière de reconnaître l'absence de légitimité de la politique d'austérité.

La situation en Grèce indique clairement que cette politique ne peut ni résoudre ni l'endettement public – qui ne peut que progresser pour sauver les banques – ni combattre la récession qui s'installe accentuée par la politique d'austérité drastique imposée par la troïka, BCE, Commission européenne, FMI. Pourquoi s'obstiner dans cette voie ?

Nicolas Bénéès.